

Dernière modification le 25/08/2016 par DOE/MED<sup>1</sup>

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour la Turquie : sensibiliser les entreprises à la RSE, le développement urbain durable, l'efficacité énergétique et la préservation et valorisation des richesses naturelles. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

## CONTEXTE

### Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

Dans le Global Gender Gap Report de 2015, le classement de la Turquie a détérioré à 130<sup>ème</sup> rang au lieu de 125<sup>ème</sup> en 2014 (sur 145 pays), ce qui reste le pire score parmi les pays de l'OCDE. La Turquie est le pays de paradoxe sur la question du genre ou malgré des progrès, notamment en termes de santé et de l'éducation, d'importantes inégalités persistent encore. Des normes sociales et des rôles de genre traditionnels conditionnent la vie des femmes turques et sont sous-jacents à diverses problématiques, telles que les violences faites aux femmes, la faible participation des femmes au marché du travail et l'encore plus faible présence des femmes dans la sphère politique. Si la question du « genre » en Turquie est modelée en partie par des traditions patriarcales, elle l'est également par la volonté de l'Etat de faire partie de l'Union Européenne et un mouvement militant pour une égalité de genre.

#### Développement social (Education & Santé)

Le taux d'alphabétisation est 92% pour les femmes contre 98% pour les hommes en 2015 et les ratios de scolarisation femmes-hommes au niveau primaire et secondaire sont de respectivement 99% et 97%, et donc proches de la parité.

Le ratio de la mortalité maternelle est très bas (20/100,000), et le taux de fertilité est 2 enfants/femme. Le pourcentage de soins prénataux est très important. La utilisation de la contraception est largement répandue où 74% des femmes âgées de 15 à 49 utilisent une des méthodes contraceptives et l'avortement est autorisée afin de préserver la santé physique de la femme. Néanmoins, la fertilité des adolescents est relativement élevée, où le taux de naissance est de 31,5/1000 filles âgées entre 15 et 19 ans (GGGR 2015).

#### Responsabilité sociale et environnementale des entreprises

- Les femmes turques sont moins d'un tiers à participer à la population active (BM, 2012), elles représentent 32% de la participation de la main d'œuvre contre 76% des hommes. Le taux de chômage touche d'avantage des femmes (11,9%) que des hommes (8,7%). 4% ont leur propre entreprise (Gallup, 2013) et seulement 5% des entreprises ont des femmes dans les cadres supérieurs. Parmi les principales raisons invoquées par les femmes pour expliquer leur exclusion du marché du travail, on trouve en toute première place le rôle de femme au foyer et la persistance d'une vision traditionnelle des rôles de genre, au sein de la sphère privée/domestique mais également dans la sphère publique. Le Président Recep Tayyip Erdogan, promeut un rôle de la femme qui est avant tout celui d'épouse et de mère et appelle ainsi régulièrement les femmes turques à faire au moins 3 enfants et à rester au foyer pour assurer leur éducation, il a récemment annoncé que « Les femmes et les hommes ne sont pas égales, c'est contre la nature »<sup>2</sup>. Selon un enquête récent sur la démographie et la santé en Turquie, une femme sur trois déclare de ne pas travailler en raison de ses responsabilités de garde des enfants<sup>3</sup>. L'absence de politique pour la petite enfance (développement de modes de garde pour permettre aux femmes ayant des enfants de travailler), la proposition d'allonger le congé de maternité, la proposition de réduire à 4 semaines le délai légal pour l'avortement sont autant d'illustrations de la vision de la femme que défend l'AKP. » (La question du genre en Turquie, AFD Istanbul, 2013).

- Parmi les femmes travaillant, près de la moitié est employée dans le secteur des services, et 37% dans la production agricole (BM, 2012). L'augmentation de l'emploi des femmes contribuerait à la réalisation d'objectifs économique (c'est un facteur de croissance durable, incontournable si la Turquie veut atteindre son objectif de figurer parmi les 10 premières puissances mondiales d'ici 2023), démographique (ralentir le déclin de la natalité et lutter contre le vieillissement de la population) et politique (notamment dans le cadre de la candidature de la Turquie à l'UE).

#### Environnement (efficacité énergétique et préservation/valorisation des richesses naturelles)

- L'absence de données sur les questions liées au genre et à l'environnement est notée dans le Plan d'action National pour l'Egalité des Genres dans la Société (2008-2013), qui inclut parmi ses objectifs une meilleure prise en compte du genre et la

<sup>1</sup> Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification.

<sup>2</sup> Gender Inequality maybe yet another obstacle to Turkey's EU membership, *Europe's World*, Feb 2015 : <http://europesworld.org/2015/02/23/gender-inequality-may-yet-another-obstacle-turkeys-eu-membership/#.V77tvFuLSUk>

<sup>3</sup> Turkey Demographic & Health Survey, 2013 : [http://www.hips.hacettepe.edu.tr/eng/TDHS\\_2013\\_main.report.pdf](http://www.hips.hacettepe.edu.tr/eng/TDHS_2013_main.report.pdf)

promotion d'une meilleure participation des femmes dans les politiques et programmes à l'environnement. A ce jour, aucun bilan n'a été trouvé mais 7 comités de supervision ont été créés (santé, économie, pauvreté, mécanismes de décision, médias, environnement), ce pourra être un travail de suivi à faire. A noter que bien que le bilan ne soit pas disponible, on peut constater que ce plan d'actions a donné lieu à plusieurs propositions de modification de lois existantes et à la mise en œuvre de certaines d'entre elles (Exemple de la loi – votée en 2013 - obligeant les employeurs à fournir un service de crèche pour ses employées femmes, s'il emploie au minimum 150 femmes). Par ailleurs, de nouvelles mesures d'incitations ont été décidées en 2014 (au niveau du Conseil des Ministres) en faveur de la création de crèches dans le secteur privé ; toutefois, ces mesures n'ont pas encore trouvé d'application. C'est un sujet que nous suivons. Enfin, un package visant la protection de la vie familiale et sa conciliation avec le travail, annoncé par le Ministère des affaires sociales et de la famille début 2015, mentionne que des incitations seront faites pour favoriser la création de crèches dans les ZIO (zone industrielle organisée) et les municipalités vont avoir de nouvelles compétences en matière de crèches. Mais cela doit encore prendre place dans la législation relative aux compétences des municipalités.

## **Violences faites aux femmes**

- « Les violences faites aux femmes recouvrent une réalité multiple allant de la violence domestique (souvent conjugale) au harcèlement sexuel au travail en passant par le mariage forcé ou précoce et les crimes d'honneur (qui restent un enjeu important dans le pays). Selon une recherche conduite en 2014, quatre sur dix femmes turque ont subi une forme de violence physique et/ou sexuelle<sup>4</sup>. L'étude montre que 36% des femmes mariées ont été des victimes d'une forme de violence physique tandis que 12% ont été des victimes d'une violence sexuelle. Une autre forme de violence évoquée dans l'étude, est la violence économique où 30% des femmes turques ont été empêchées de travailler, quitter leur emploi ou ont été privée de leurs revenus ou même de dépenses des ménages.

Un des principaux obstacles à la lutte contre ces violences est constitué par le manque de données fiables et le silence qui entoure bien souvent ces violences. Le assassinat et la tentative de viol de Ozgecan Aslan (une jeune fille universitaire) à Mersin en Février 2015 a déclenché des manifestations de masse appelant à l'action du gouvernement pour arrêter les massacres des femmes, y compris par leurs partenaires. Human Rights Watch signale trois « problèmes structurels » en Turquie : le manque de personnels et d'unités spécialisés dans les postes de police, le manque de formation adéquate, continue et approfondie pour les agents en charge d'appliquer la loi, les procureurs et les juges qui sont chargés des cas de violence conjugale et le manque de confidentialité dans les postes de police ou les tribunaux de la famille lors du dépôt des plaintes pour violence familiale. » (La question du genre en Turquie, AFD Istanbul, 2013)

## **Développement urbain durable**

- De manière générale le lien entre la dimension développement urbain et le genre n'est pas mis en exergue dans le contexte turc bien que les documents nationaux portant sur les femmes traitent de leur situation difficile en milieu urbain (sous qualification, emplois irréguliers). Seule peut-être la question du transport peut être plus facile à traiter via l'inclusion sociale. La dimension du transport n'est pas prise en compte dans les documents stratégiques relatant des inégalités homme-femme et de l'emploi féminin (qui ont un volet inclusion sociale). Ce sont des thèmes traités séparément, toutefois l'inclusion sociale liée à l'accès au transport public est traitée en tant que telle dans le cadre des documents transport (cela est valable pour les documents nationaux comme les documents Fonds IPA). Ici, les femmes ne sont pas séparées et font partie prenante des groupes pour lesquels l'accès au transport est facilité. Elles bénéficient des politiques de développement des transports publics avec un meilleur accès (tarification accessible à la population) et un meilleur mode de transport (plus inclusif et plus durable).

### **Ce que nous pouvons noter par rapport au transport :**

- C'est qu'à plus haut niveau d'éducation, les femmes habitent dans des zones plus aisées et mieux desservies par le métro, voire n'utilisent que leur voiture individuelle pour se déplacer.
- A plus bas niveau d'éducation, les femmes comme partie prenante des populations les plus défavorisées sont contraintes d'utiliser les transports (bus publics et minibus privé).
- De plus, les effets territoriaux sont plus discriminants pour les femmes et jeunes issus de territoires péri urbains

## **Législation**

- **Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** en 1985 et du Protocole CEDEF<sup>5</sup> en 2002. La Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du Conseil de l'Europe (dite Convention d'Istanbul), a également été ratifiée en 2011. Cette convention est considérée comme un ajustement aux provisions qui ont visé seulement la violence conjugale et qui était perçu comme un manque dans la loi no. 4320. Le loi no.6284 sur la protection de la famille et la prévention de la violence faite aux femmes, mise en vigueur le 20 March 2012, considère que toute forme de violence physique, sexuelle, psychologique et économique, exercé par un membre de la famille (soit ils vivent ensemble ou non), est une violence conjugale.

- Le principe d'égalité entre les femmes et les hommes est inscrit dans la Constitution turque (article 10). L'article 5 du Code

<sup>4</sup> Domestic violence against women in Turkey, 2014 : [http://www.hips.hacettepe.edu.tr/ING\\_SUMMARY\\_REPORT\\_VAW\\_2014.pdf](http://www.hips.hacettepe.edu.tr/ING_SUMMARY_REPORT_VAW_2014.pdf)

<sup>5</sup> Protocole facultatif prévoyant que « des communications peuvent être présentées par des particuliers (...) qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDEF) ».

du Travail pose le principe d'un traitement égal des hommes et des femmes.

- La réforme du Code civil de 2001 marque une nouvelle étape dans la reconnaissance des droits des femmes en Turquie : le mariage civil est la seule forme de mariage reconnue par la loi, l'âge légal de mariage est élevé à **18 ans pour les femmes et les hommes** et le régime matrimonial par défaut est le partage des biens acquis durant le mariage. Ceci étant dit, certaines inégalités persistent, notamment :
  - les femmes n'ont plus besoin d'une autorisation de leur mari pour exercer un travail rémunéré **à condition que cela ne remette pas en cause « l'harmonie de leur alliance »**
  - **les femmes mariées doivent obligatoirement porter le nom de leurs maris** (article 187 du Code Civil)
- L'interruption volontaire de grossesse est légale jusqu'à la 10<sup>ème</sup> semaine de grossesse.
- Le 8 mars 2012, la Turquie a adopté la loi sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et la protection de la famille qui prévoit l'intensification des sanctions répressives pour les auteurs de violence. Ceci étant dit, le Code Pénal ne contient pas d'article traitant de la violence conjugale et prévoit une peine maximale d'un an d'emprisonnement pour tout mauvais traitement infligé à une personne vivant sous le même toit que soi (article 232).

## Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

• **Plan d'action National pour l'Egalité des Genres dans la Société (2008-2013)** : préparé par la Direction Générale du Statut de la Femme (KSGM), ce plan d'action établit des objectifs pour promouvoir l'égalité de genre dans 8 domaines : l'éducation, l'économie, la pauvreté, les sphères de décision, la santé, les médias, l'environnement et les droits humains/violence.  
Document disponible [ici](#).

• **Plan d'action National contre les Violences Faites aux Femmes (2012-2015)** : dans le cadre des engagements pris par la Turquie en ratifiant la CEDEF, des efforts en faveur de la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes sont entrepris. Outre le Plan d'action, la Turquie s'est engagée à ouvrir un refuge pour femmes dans chaque province, à mettre en place des Centres pilotes de prévention et suivi de la violence. Il semblerait qu'une base de données nationale sur les violences faites aux femmes a également été créée. D'après les dernières actualités datant de septembre 2014, un projet d'étude sur la création d'un modèle (pour la création de la base de données) aurait été lancé en 2012. Pas de suite trouvée à ce jour.

**Documents stratégiques sectoriels incluant la promotion de l'égalité de genre dans leurs actions et objectifs:**

• **Xème Plan de Développement (2014-2018)** : contient des objectifs liés au renforcement de la participation des femmes dans la population.

## ACTEURS NATIONAUX

### Responsabilités institutionnelles sur le genre

• **Ministère des Affaires Familiales et Sociales** : depuis 2011, il n'existe plus en Turquie de Ministère spécifique consacré aux femmes (avant 2011 : Ministère des femmes et de la famille). Ce Ministère a été remplacé par celui des affaires familiales et sociales.

**T. C. Ministry of Family and Social Policies**

**Eskişehir Highway Söğütözü Quarter 2177.Sokak No: 10 / A  
Çankaya / ANKARA.**

**Phone: +90 (312) 705 40 00**

**Fax: +90 (312) 705 53 49**

**Press and Public Relations Department:**

**Fax: +90 (312) 705 53 49**

• **KSGM (Direction Générale du Statut de la Femme)** : fondé en 1990, suite à la ratification de la CEDEF. La KSGM est actuellement rattachée au Premier Ministre, et a pour fonction de mettre en œuvre des programmes et des politiques pour promouvoir l'égalité de genre en Turquie. La KSGM réalise également des rapports sur l'égalité de genre, notamment les rapports périodiques de mise en œuvre de la CEDEF.

Web : <http://www.kadinistatusu.gov.tr/tr/>

**Fatih YILDIZ,**

**Head of Department, Ministry of Family and Social Policies General Directorate on the Status of Women**

[Fatih.Yildiz@aile.gov.tr](mailto:Fatih.Yildiz@aile.gov.tr)

Et ses collaborateurs:

**Gulser USTAOGU**, [gulser.ustaoglu@aile.gov.tr](mailto:gulser.ustaoglu@aile.gov.tr)

Bqnu YILDIZ, [Banu.Yildiz@aile.gov.tr](mailto:Banu.Yildiz@aile.gov.tr)

• **Commission pour l'égalité des chances entre femmes et hommes** : en place depuis mars 2009 au sein de la Grande Assemblée nationale, cette commission réunit des parlementaires de divers horizons/partis politiques.

## Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

• **KAGIDER (Women's Entrepreneurs Association of Turkey)** : créée en 2002 par des femmes entrepreneures, elle a pour mission de soutenir les femmes sur les plans social et économique.

19 Mayıs Cad. No:47-57 A Residence

K:1 D:20 34360 Şişli İstanbul

Phone: (0212) 266 82 61. Fax: (0212) 266 82 65

Email : [kagider@kagider.org](mailto:kagider@kagider.org)

Yesim Muftuler Sevig (secrétaire général) : [yesimsevig@kagider.org](mailto:yesimsevig@kagider.org) – tél : +90 (212) 266 82 61

Dona Tamer (chargée de projet) : [donatamer@kagider.org](mailto:donatamer@kagider.org)

• **KADER (Association for Supporting and Training Women's Candidates)**: base à Istanbul, KADER cherche à promouvoir une représentation égale des femmes et des hommes et la prévention de la discrimination dans la politique.

Site web : [www.ka-der.org.tr/](http://www.ka-der.org.tr/)

• **Turkish Grameen Microfinance Program (TGMP)** : a démarré en Turquie en 2013 sous la forme d'un partenariat entre Grameen Trust et la Turkish Foundation for Waste Reduction (TISVA). TISVA est une fondation créée en 1998 par le Dr. Aziz Akgül et qui opère comme institution de micro-finance même si elle n'en a pas le statut. Les prêts octroyés par TISVA le sont uniquement aux femmes dont 35% sont situées dans l'Est et le Sud de la Turquie.

• **Flying Broom Communication and Research Association**: fondée en 1996, cette ONG a d'abord pour objectif d'établir un réseau d'organisations de femmes afin de faciliter l'échange d'informations et de documentation. Désormais, elle met également en œuvre des projets ayant pour objectif d'améliorer le statut et les capacités des femmes.

Büyükelçi Sokagi No: 20/ 6 - Kavaklıdere - ANKARA

Tel: (312) 427 00 20. Fax: (312) 466 55 61

Email: [info@ucansupurge.org](mailto:info@ucansupurge.org)

• **Women for Women's Human Rights – New Ways (Kadının İnsan Hakları – Yeni Çözümler Vakfı)**: promeut les droits des femmes aux niveaux national, régional et international et travaille à accroître la participation des femmes dans les processus de changement social. Mène des activités de plaidoyer, lobbying aux niveaux international et national afin de parvenir à des changements juridiques et politiques.

İnönü Cad. No.37/6 Saadet Apt. Gümüşsuyu, 34439-İstanbul.Tel: 0212 2510029

E-Mail: [wwhrist@superonline.com](mailto:wwhrist@superonline.com)

• **İstanbul Bar Association Center for the Implementation of Women's Rights (İstanbul Barosu Kadın Hakları Uygulama Merkezi)**: propose de l'assistance légale; travaille sur plusieurs thématiques: violence à l'égard des femmes (violence domestique, viols, harcèlement sexuel, trafic), mutilations génitales féminines, pornographie, prostitution, droits des femmes etc...

Address: İstiklal Cad. Orhan Adli Apaydın Sokak 1. Baro Han Kat:3, İstanbul

Phone number: +90 212 292 77 39, +90 212 292 16 58

Fax number: +90 212 292 01 17

Email: [khum@istanbulbarosu.org.tr](mailto:khum@istanbulbarosu.org.tr)

• **The Initiative for Women's Labour and Employment (KEIG)**: mène des activités de recherche, plaidoyer politique, notamment sur les questions liées à l'invisibilité du travail domestique et à l'accès au marché du travail et à l'emploi de qualité.

Web : <http://www.keig.org/eng>

Serap Güre, Keig coordinateur : [serap@keig.org](mailto:serap@keig.org)

• **CEDAW-NGO Steering Committee (Cedaw Sivil Toplum Yürütme Kurulu)**: plateforme pour le suivi de la mise en œuvre de la CEDEF par le gouvernement.

Tunus Cad. No:81/2, Kavaklıdere – Ankara. Tel: (312) 4671770

• **Turkish Jurist Women's Association (TJWA - Türk Hukukçu Kadınlar Derneği)**

Civan Sokak No:6/2, Şişli İstanbul. Tel: 0212 2510591. E-Mail: [baybay@turk.net](mailto:baybay@turk.net)

• **Women's Library and Information Center Foundation (Kadın Eserleri Kütüphanesi ve Bilgi Vakfı)**: cette librairie/centre d'informations est fondé en 1990 afin de «comprendre la présence des femmes dans l'histoire, offrir de l'information

appropriée aux femmes chercheurs et de préserver les documents écrits d'aujourd'hui pour les générations futures». Adresse: Fener Mah. Ptt Yanı Vapur İskelesi Karşısı, Haliç İstanbul. Tel: 0212 5237408  
E-Mail: [kadineserleri@yahoo.com](mailto:kadineserleri@yahoo.com) ou [kadineserli@gmail.com](mailto:kadineserli@gmail.com)

Une liste complémentaire est disponible [ici](#).

## ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

### ONG internationales intervenant sur le genre

- **Women Against Violence Europe (WAVE)** : réseau d'ONG composée principalement d'organisations non gouvernementales de femmes européennes travaillant dans le domaine de la lutte contre la violence contre les femmes et les enfants. Le Réseau vise à promouvoir et renforcer les droits fondamentaux des femmes et des enfants en général et pour prévenir la violence contre les femmes et les enfants en particulier.  
Bacherplatz 10 / 6 - 1050 Vienna, Austria  
Phone: +43 (0) 1 548 272 0, fax: +43 (0) 1 548 272 027  
E-mail: [office@wave-network.org](mailto:office@wave-network.org)

### Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

- **Gender Thematic Group Turkey** : organisé par UN WOMEN et dont la direction est assurée par Mme. Ingibjorg GISLADOTTI (double casquette de directrice régionale et de représentante Turquie) : [ingibjorg.gisladdottir@unwomen.org](mailto:ingibjorg.gisladdottir@unwomen.org)
- **Banque Mondiale**  
Ana María Muñoz Boudet,  
**Senior Gender Specialist, Poverty and Equity**  
[amunozboudet@worldbank.org](mailto:amunozboudet@worldbank.org)
- **SFI** : objectif d'allouer 25% de son portefeuille de prêts aux PME à des femmes entrepreneures.  
**Sammar Essmat, Operations Officer - Gender East Europe and Central Asia**, [sessmat@ifc.org](mailto:sessmat@ifc.org)
- **BERD** : focus sur l'inclusion financière des femmes.  
Michaela Bergman (cheffe équipe genre BERD Londres): [gender@ebrd.com](mailto:gender@ebrd.com)  
Nato Kurshitashvili (chargé de mission genre BERD Londres) : [KurshitN@ebrd.com](mailto:KurshitN@ebrd.com) – tél : +44 2073386934  
Oksana PAK, Senior banker/SEMED and Turkey, [pako@ebrd.com](mailto:pako@ebrd.com)  
**Polat, Arzu**, [PolatA@ebrd.com](mailto:PolatA@ebrd.com) , **Koray Alus**, [AlusK@ebrd.com](mailto:AlusK@ebrd.com)
- **Union Européenne/Delegation of the European Union to Turkey:**  
**Zeynep Aydemir Koyuncu**  
**Social Policy and Employment Sector Manager**  
[Zeynep.AYDEMIR@eeas.europa.eu](mailto:Zeynep.AYDEMIR@eeas.europa.eu)
- **UNICEF Turkey**  
**Derya DOSTLAR**  
**Inclusive Preschool Education Officer**  
[ddostlar@unicef.org](mailto:ddostlar@unicef.org)
- **KfW**  
**Melih Cadirci** : [Melih.Cadirci@kfw.de](mailto:Melih.Cadirci@kfw.de)

### Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

#### Activité économique

**UNDP, Innovations on Women's Empowerment Project**: projet lancé dans le but d'accroître les capacités productives et sociales individuelles et les compétences de gestion d'entreprise des femmes de l'Anatolie du Sud-Est, afin de promouvoir l'autonomisation des femmes à travers l'entrepreneuriat et plus de possibilités d'emploi.

### *Soutien institutionnel*

**Banque Mondiale/SIDA** : Fonds spécifique pour les Femmes, en partenariat avec le Ministère de la Famille. Ce programme a pour triple objectif : 1/ de soutenir une production académique de qualité sur et pour les femmes, 2/ de sensibiliser le secteur privé, 3/ de travailler sur les coopératives de femmes en Turquie. Au titre du 1<sup>er</sup> objectif, une étude a été réalisée pour analyser les barrières existantes à l'emploi des femmes.

**UNDP/UNFPA**: UN Joint Programme on Promoting Gender Equality at the Local Level (2011).

**UNDP**, Project on Fostering an Enabling Environment for Gender Equality in Turkey : renforcement de la « national gender machinery »

### *Autres*

**ONU Femmes, UNDP, Sabancı Foundation** : Un Joint Programme for promoting the human rights of women (2012)

*Travaux de production de connaissance des ONG et bailleurs basés en Turquie*

UE, Gender Equality in Turkey, 2012. Disponible [ici](#).